COMBAT OURIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 23 JANVIER 1982

N° 147

d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

PRIX : FRANCE 3 F

Editorial.

GAUCHE QUI PLEURE, GAUCHE QUI RIT: LES INTERETS DES TRAVAILLEURS NE SONT NUL-LEMENT DEFENDUS PAR LES GRANDS PARTIS DE GAUCHE!

Les récentes décisions du gouvernement de tenir les élections cantonales à la même date qu'en France, alors qu'elles devaient être supprimées, puis la réaffirmation de Mitterrand qu'il y aurait bien une Assemblée unique dans chacun des DOM comme promis, tout cela a provoqué un curieux ballet chez les partis de gauche en Martinique.

Dans un premier temps, voilà la gauche qui pleure : Salpétrier, pour la Fédération Socialiste « c'est le premier faux pas du gouvernement » Le PCM constate que c'est un « recul devant les exigences de la droite ».

Le PPM, lui, se soumet discrètement tout en réclamant un nouveau découpage électoral ?

Mais voilà que Mitterrand affirme qu'il y aura une seule assemblée. Et voilà la gauche qui rit : Salpétrier est le porteur de la bonne nouvelle, il la clame sur les ondes radios : le gouvernement respecte ses engage-

ments. Le PCM embouche la même trompette : il « prend acte de la décision du Président de la République de respecter son engagement électoral » et affirme que c'est le « résultat » de la protestation immédiate et vigoureuse du PCM et des autres forces de progrès ». Quant au PPM, il fait force propositions de lois pour la future assemblée unique, espérant qu'un nouveau mode de scrutin le favorisera face à la droite. En résumé, tous les partis de gauche qui disent que l'heure de la responsabilité est venue, qu'il faut lutter pour la libération nationale, qu'il faut chasser les responsables du gâchis économique actuel, tous des partis donc sont absolument liés et soumis au gouvernement français!

Ils n'ont rien à proposer d'autre au peuple travailleur que les décisions prises en France par le gouvernement colonial. Et ils en sont réduits à mendier. Qu'on les écoute.

Peine perdue: entre Bernier et Emile Maurice d'une part et Jalton et Darsières de l'autre, Mitterrand a suivi les avis de ceux qui sont opposés à sa politique.

Alors les travailleurs n'ont nullement à suivre cette gauche timorée, ces partis qui bavardent et qui sont tous soumis au pouvoir en place.

Pendant ce temps, la hausse des prix continue. Les licenciements aussi. Le racisme officiel est toujours présent. Aujourd'hui, comme sous Giscard, il n'y a toujours pas de place pour les Antillais, alors que les Blancs arrivant ici eux, en trouvent, et du travail bien payé!

Eh bien, si le gouvernement socialiste a hérité de cette situation, il ne fait absolument aucun geste pour y mettre fin. Parce que lui aussi est un gouvernement qui dirige les affaires des Antillais depuis 7000 kilomètres! Parce que c'est un gouvernement qui fait des cadeaux aux capita-

GUADELOUPE - CAPESTERRE LES TRAVAILLEURS DE LA SCEFA OCCUPENT L'ENTREPRISE



Après deux mois de grève, les travailleurs de la SCEFA ont décidé d'occuper l'entreprise de Max Martin et de récolter les bananes pour leur propre compte.

C'est face à l'intransigeance de ce patron que les travailleurs en sont là. Il faut rappeler

que les travailleurs réclament une réduction du nombre de cirés : 250 au lieu de 300, ainsi que 12 heures payées pour l'emballage.

Malgré la désignation d'un médiateur par le préfet, et une décision de ce même médiateur, qu'acceptent les représentants syndicaux, Martin refuse les termes de la médiation.

Aujourd'hui donc, les travailleurs de la SCEFA ont décidé de faire fonctionner l'entreprise pour leur propre compte. Bien que leurs dirigeants syndicaux affirment vouloir redresser « l'économie guadeloupéenne ». Ce qui intéresse au premier chef ces travailleurs c'est de pouvoir vivre décemment et travailler dans des conditions plus humaines.

Pour eux en tout cas, il s'agit bien de redresser leur propre situation plutôt que « l'économie guadeloupéenne » dirigée par les capitalistes.

Face à un tel coup de force des travailleurs, quelle sera l'attitude de la préfecture représentant le gouvernement ? C'est la question que l'on peut se poser. Car les représentants du gouvernement « socialiste » n'ont pas hésité à dépêcher les gendarmes et les CRS à St Claude pour déloger manu militari, les travailleurs de l'hôpital, il y a trois mois.

Cette fois, encore c'est à des travailleurs décidés, et à toute l'opinion publique qu'ils auront à faire. Ils montreraient aussi clairement que si l'ordre colonial est maintenu en Guadeloupe c'est bien pour protéger gros propriétaires terriens, et bourgeois de tout poil, malgré les déclarations d'un Emmanuelli ou d'un Mitterrand.

Pour l'heure, les travailleurs en décidant de se payer eux-mêmes, en faisant fonctionner l'entreprise ont mille fois raison de réagir de cette manière. C'est un exemple pour tous les travailleurs de la Guadeloupe et de Martinique.

AIPDOM AU LIEU DE BUMIDOM

UN COUP DE PEINTURE QUI NE CHANGE RIEN

Le gouvernement socialiste vient de donner un nouveau nom à l'ancien BUMIDOM. Dans un conseil interministériel, ce service « chargé du contrôle de l'émigration et de l'insertion » des DOMiens qui arrivent en France en quête d'un emploi, a reçu le nom de Association pour l'Insertion et la Promotion des originaires des DOM.

Pour quelle raison au juste cette décision at-elle été prise ? Le BUMIDOM, cela faisait sans doute un peu vieillot. Et puis cela ressemblait trop à l'ancien régime et à la politique d'émigration forcée qu'il avait développée.

Alors il a semblé bon aux messieurs du nouveau gouvernement de donner à cette ancienne maison un coup de peinture. Mais pour les centaines, voire les milliers de jeunes, de travailleurs qui sont obligés de quitter leur pays à force de tourner en rond, sans trouver emploi, laissant leur famille et tout ce qui leur est cher, la nouvelle AIPDOM n'aura guère de différence avec l'ancien BUMIDOM. Ceux-ci resteront des émigrés qui cherchent avec de plus en plus de difficultés en raison du développement du chômage et de la crise en France même, un emploi. Ils continueront même s'ils trouvent un emploi à être en butte

la société française est en crise, et que dans ces cas là celui qui n'est pas comme tout le monde, qui est noir de plus, dérange et à même tendance à devenir le bouc-émissaire.

Alors le changement de sigle pour cette agence des émigrés des DOM est bien à

l'image de la politique des dirigeants colonialistes français : des décisions politiques prises à 7000 km qui ne sont même pas un replâtrage, mais simplement un coup de peinture sur une maison en ruine.

Marianne Tibus

MARTINIQUE SAINTE-MARIE GREVE VICTORIEUSE DES EMPLOYES

Les employés municipaux de Sainte-Marie ont fait 5 jours de grève, entre le mardi 12 et le samedi 16 janvier. Leurs revendications étaient les suivantes :

 paiement immédiat des salaires de novembre et décembre, encore impayés après deux mois de retard!

paiement des congés payés

- mensualisation et titularisation de tous les

Pratiquement la totalité des employés, soit 240 personnes, ont participé avec la CGTM à la grève. Les ordures n'ont pas été enlevées et les repas des enfants de la captine p'ont

pas été préparés.

C'est sans doute cette forte unanimité et cette combativité (les employés ont manifesté dans le bourg de la commune) qui ont contraint le premier adjoint le maire Petit étant absent, à céder.

En effet, il a été obtenu le paiement des arriérés de salaire ainsi que le principe de la mensualisation des employés.

Les travailleurs de Sainte-Marie ont donc relevé la tête face à une municipalité particulièrement réactionnaire et qui n'hésite pas, le cas échéant à faire appel à des hommes de

Suite p. 4

MARTINIQUE A PROPOS DU DEBAT TELEVISE SUR LA « DELINQUANCE JUVENILE »

Le débat sur la délinquance des jeunes à la Martinique a surtout montré l'impuissance des éducateurs et des « travailleurs sociaux », psychologues, sociologues, et tous ceux qui s'occupent des jeunes délinquants, à résoudre ce problème, et même à apporter un traitement efficace aux troubles dont souffrent ces jeunes. Tous les éducateurs présents ont évoqué le manque de moyens dont ils disposent. Ainsi le seul centre de rééducation qui existait en Martinique, Le Clair Logis, a été fermé en 75, et l'administration s'est montrée incapable d'en réouvrir un. Les travailleurs sociaux, qui vont voir les jeunes ne peuvent rien leur proposer : ni formation professionnelle, ni emploi, car il n'y en a pas. Ils dénoncent par ailleurs les moyens dérisoires dont ils disposent pour traiter individuellement les cas difficiles de mineurs qui passent devant la justice. Et ils reconnaissent qu'ils ne peuvent guère les aider.

Le seul dans ce débat qui eut vraiment quelque chose à proposer fut le juge, un blanc comme par hasard, qui ne cessa de lancer des appels à la répression contre les jeunes, soutenant que la prison faisait du bien aux mineurs délinquants, que cela leur était utile, et que la justice devait sévir fermement contre ces jeunes qui troublaient l'ordre social. La seule solution proposée fut donc la répression.

Mais les jeunes interviewés dans le petit film qui précédait le débat, ont posé clairement le problème : il y a de la délinquance en Martinique parce qu'il n'y a pas de travail pour les jeunes.

Il est vrai que tous les jeunes qui tombent dans la délinquance ne sont pas forcément victimes du chômage. Mais c'est quand même la grosse majorité. S'ils ne veulent pas ou ne peuvent pas partir en France, une fois sortis de l'école, la plupart des jeunes sans grande formation professionnelle, ou sans formation du tout, restent longtemps à vivre de « jobs » mal payés. Beaucoup d'ailleurs ne trouvent même pas de « jobs » et restent des mois totalement inoccupés. Au bout d'un certain temps le découragement gagne les plus faibles, les moins favorisés et les moins chanceux, et ils se mettent à commettre de petits délits pour se procurer de l'argent. D'autres, complètement démoralisés et abattus, sans perspectives et sans espoir s'adonnent à la drogue.

Il n'y a pas de mystère dans le problème de la délinquance. C'est bien parce que cette société n'a rien à leur offrir que certains jeunes se mettent en marge des « lois ».

Une société où certains bénéficient d'immenses privilèges et d'immenses richesses, tandis que d'autres ne trouvent même pas de quoi assurer leur subsistance, ne peut qu'engendrer des rebelles et des contestataires, qui font en petit ce que d'autres font en grand : vol, détournement de fonds, et autres « délits ». Car si la presse fait beaucoup de publicité sur le moindre chapardage, commis

par un jeune, elle ne parle pas des sommes volées aux ouvriers par les patrons, des affaires louches des milieux d'affaires, des tractations juteuses qui sont menées par certains notables et personnages haut placés. La société coloniale a toujours été un réservoir de magouilleurs, tripatouilleurs et affairistes, qui s'en mettent plein les poches par des méthodes rien moins que légales. Mais de cela, on ne souffle mot ou si peu! La presse coloniale préfère crier haro sur les jeunes.

Alors, oui, pour mettre fin à la délinquance, il faudra détruire cette société pourrie qui engendre richesses d'un côté, misère et désespoir de l'autre. Il faudra construire un monde nouveau où chacun pourra vivre dignement. Mais pour cela il faudra mettre à bas les privilèges, s'emparer des biens des bourgeois, répartir la richesse entre tous, et réorganiser l'économie de façon à donner du travail à tous. Cela est possible, si les pauvres, les travailleurs, et surtout les jeunes, s'attèlent à cette tâche grandiose et se persuadent qu'il n'y a qu'un moyen d'y arriver : la lutte.

C. Goya

REPONSE AU « NAIF »

Le numéro 360 du journal « Le Naïf » dans sa revue de presse s'en prend à Combat Ouvrier et relève au moins 3 articles sur lesquels il porte un jugement négatif pour le moins hâtif. Qu'on en juge :

A propos d'un article sur la réduction de travail à 39 heures, Le Naïf nous reproche d'avoir écrit que ce serait une façon, en instaurant parallèlement un contingent d'heures supplémentaires, de permettre aux patrons d'augmenter le nombre d'heures travaillées. Et nous citions le nombre d'heures supplémentaires offertes légalement par le gouvernement « socialiste » aux patrons : 130 heures! Une coquille d'imprimerie, comme cela arrive dans tous les journaux à C.O comme au Naïf, par exemple, nous fait écrire 13 heures... et le rédacteur nous reproche d'avoir fait une erreur grossière, alors qu'il lui était possible de vérifier la matérialité des faits que nous avancions et de rectifier de lui-même une erreur d'imprimerie qui ne nous était pas

Autre article qui n'a pas l'heur de plaire au Naif, c'est celui où nous critiquions le fait que les travailleurs d'Air Guadeloupe aient dû verser leur treizième mois à la direction pour renflouer l'entreprise : un cadeau de 70 millions de centimes. Et nous affirmions (ce qui est vrai) que Air Guadeloupe joue le rôle d'un service public, c'était à l'état de le prendre en charge.

Et voilà Le Naif de nous reprocher de faire appel à la générosité de l'état! Mais il ne s'agit là nullement de faire appel à une quelconque générosité de l'état: le problème c'est que dès que les entreprises aux Antilles ont des difficultés, elles se tournent régulièrement vers les travailleurs et leur demandent d'éponger leurs dettes! Et le déficit en question pouvait être réglé par Air-France, par exemple qui concède la ligne Guadeloupe-Martinique à Air Guadeloupe au prix fort. Cette combine que nous avions dénoncée en son temps permet de servir à l'usager des prestations au rabais, avec des avions inconfortables, alors qu'Air France, compagnie

nationalisée gagne de l'argent sur cette ligne, uniquement grâce à la dite concession !

Troisième article: celui où nous reprochions à Roland Laouchez d'avoir la même attitude que le journal France Antilles sur la grève des Banques, à savoir qu'il leur reproche d'être des privilégiés. C'est là une vieille attitude des capitalistes que des critiquer tous ceux qui font un travail utile dans cette société lorsque ceux-ci se battent pour améliorer leurs conditions de travail.

Et nous avons constaté que Laouchez demande dès maintenant des sacrifices aux travailleurs en leur demandant de se montrer reponsable pour l'avenir de la Martinique!

Et quand *Le Naïf* nous demande « les travailleurs dans ce pays, c'est qui ? » il propage la vieille idée selon laquelle tous ceux qui ont réussi à arracher de meilleures conditions de travail sont des privilégiés. Il n'y a pas bien longtemps la SICABAM du béké Fabre, accusait les dockers de Fort-de-France d'être des capitalistes... parce que leurs salaires étaient plus élevés que ceux de la moyenne des travailleurs. Nous constatons que Laouchez marche allègrement dans cette voie.

Et nous remarquons que les trois articles incriminés par le *Naïf* portent sur des sujets qui touchent à la situation des travailleurs, actuellement. Le problème est le suivant : les travailleurs doivent-ils supporter les frais de la crise actuelle soit en faisant des heures supplémentaires qui rallongent la semaine de travail, ou en modérant leurs revendications ou encore en versant de l'argent aux patrons ? C'était le problème posé par les 3 articles. *Le Naïf* répond oui dans les deux dernières questions et fait l'ignorant sur la première question.

Nous, nous disons « Non ». Et c'est cela entre autres choses qui nous distingue du Naïf: Le Naïf se sent responsable vis-à-vis des futurs patrons dans une Martinique indépendante. Les socialistes révolutionnaires, eux, défendent les intérêts des travailleurs.

J. Bruel

DECLARATION DE LA DIRECTION DE COMBAT OUVRIER A PROPO D'UN COMMUNIQUE PORTANT SUR LE COUP D'ETAT MILITAIRI EN POLOGNE

C'est avec surprise que nous avons pris connaissance d'un communiqué intitulé « Déclaration commune relative au coup d'état militaire en Pologne ».

Cette déclaration est sortie avec signature, de Combat Ouvrier alors même qu'elle n'a jamais été soumise à notre signature, et que nous n'en approuvons pas le contenu.

Nous en avons déjà fait la remarque à la

direction de la C DMT, responsable de cette erreur.

Il va donc de soi que nous ne participerons pas aux actions prévues dans ce communiqué et notamment au meeting central qui est prévu par les signataires du dit communiqué. Pour Combat Ouvrier

Gérard Beaujour

A PROPOS DES EVENEMENTS DE POLOGNE OUI, LES TRAVAILLEURS ONT DES LECONS A TIRER

Ainsi que le lecteur l'aura constaté, nous ne participerons pas au meeting central prévu par un certain nombre d'organisations en Martinique, en particulier la CDMT et certains syndicats enseignants (SNI, SNES) ou groupes politiques comme le GRS et le GTA.

En effet, nous pensons que le meilleur soutien que les travailleurs martiniquais peuvent porter à ceux de la Pologne est encore de tirer pour leur propre lutte, les leçons des événements polonais.

Tout d'abord, l'extraordinaire combativité des travailleurs polonais qui malgré les répressions sauvages et brutales se sont organisés indépendamment de l'état polonais, ont construit un syndicat qui a rassemblé 10 millions de membres. Les travailleurs polonais se sont battus, ont arraché un maximum de droits à l'état qu'ils ont défié en permanence. Ils ont contraint deux chefs de gouvernement (Gierek, puis Kania) à démissionner.

Les dirigeants syndicaux de la Martinique, qui vivent dans un pays colonisé font tout le contraire : ils se comportent comme la roue de secours du chef d'état colonial qu'est Mitterrand.

Ensuite c'est la deuxième lecon, toute cette mobilisation, cet enthousiasme qu'a montré le syndicat « Solidarité », s'est révélé tragiquement insuffisant. Car pour vaincre, les travailleurs ont besoin de plus d'un syndicat,

même s'il est dynamique, actif, et fait preuve de combativité et de détermination, même s'il rassemble 10 millions de membres. Les travailleurs polonais ont besoin pour triompher, comme nous en avons besoin ici, d'un parti révolutionnaire pour abattre l'état bourgeois. Et tout ce que nous pouvons souhaiter, c'est que les travailleurs polonais comme les

c'est que les travailleurs polonais comme les travailleurs antillais, tirent cette leçon, afin qu'ils bâtissent une organisation dont la tâche sera la destruction de ceux qui les dominent et l'établissement d'un état ouvrier.

Enfin, le fait que des militaires aient pris le pouvoir en Pologne doit nous faire penser au fait que la Pologne et la France ne sont pas des cas dissemblables! Et de même qu'en Pologne, la solution a été que les militaires prennent le pouvoir, en France aussi, en cas de crise, si les travailleurs se battent, ce peut être aussi une tentation pour la bourgeoisie française que de faire appel à l'armée! Pour ne pas aller plus loin, la constitution gaulliste de 1958 sous laquelle nous vivons est le fruit d'une révolte des militaires en Algérie!

Voilà des leçons que nous pouvons tirer de

l'exemple polonais.

GUADELOUPE MAURICE SIVEREL, TPG DE GUADELOUPE S'EN VA : UN RESPONSABLE BLANC RACISTE QUE PERSONNE NE REGRETTERA

Monsieur Maurice Sivérel, trésorier payeur général de la Guadeloupe pendant plusieurs années, vient de quitter la Guadeloupe. C'est plus précisément mardi 19 janvier qu'il s'est envolé pour une autre destination.

Peu connu du grand public et des travailleurs en particulier, hormis ceux du Trésor qui ont directement vécu ces faits, ce monsieur n'en a pas moins fait souffrir les petits contribuables, petits artisans, petits commerçants et toutes les petites gens en général. C'est lui qui en particulier donna l'ordre aux

percepteurs de ne pas toucher aux gros contribuables et aux élus locaux, mais de poursuivre sans aucune complaisance les moyens et petits contribuables. Son objectif c'était de faire passer la Guadeloupe, actuellement dernier département en ce qui concerne les impôts, au rang des premiers.

Sa conception, comme celle de tous les responsables blancs racistes qui se trouvent en Guadeloupe, c'est que ce sont les contribuables français qui payent pour entretenir les populations de Guadeloupe et de Martinique. Son racisme et son mépris pour les Noirs que constituent la grande majorité des Guadeloupéens et que les Martiniquais l'amena jusqu'à dire que les propres agents du Trésor étaient surpayés.

Au nom donc de ces deux principes, Mr Sivérel se livra pendant son séjour à un véritable racket du petit contribuable guadeloupéen. Ce n'en était pas assez que toute l'économie de la Guadeloupe soit pillée, mise en véritable coupe réglée par quelques grosses sociétés françaises et riches capitalistes békés, il fallait en plus pour Mr Sivérel faire rendre gorge au moindre petit salarié.

Au moment où il quitte la Guadeloupe son bilan dans ce domaine est lourd ; certaines perceptions ont opéré jusqu'à 5000 saisies sur salaire, la perception de Port Louis, quant à elle, a opéré des saisies même sur les pensions de vieux travailleurs.

Mais dans le même temps où une véritable chasse aux contribuables et aux personnels noirs (notes de services incessantes, lettres personnelles de réprimandes, convocation dans les bureaux de l'Etat-major) était organisée sous la haute direction du TPG, lui et sa clique de percepteurs et de contrôleurs blancs ne se privaient pas pour mener une vie luxueuse et parfois même de bombance. En plus des énormes avantages dont il jouissait déjà, le TPG s'offrit le luxe de se faire construire une piscine personnelle dans son logement de fonction à St Claude. Un autre de ses acolytes fut mêlé il n'y a pas si longtemps à

Au nom donc de ces deux principes, Mr un trafic de whisky. Pris la main dans le sac, il vérel se livra pendant son séjour à un vérita- n'en fut pas inquiété pour autant et est tou- jours en poste en Gaudeloupe.

Alors I'on comprend que c'est avec un grand Ouf ! de soulagement que le personnel du Trésor a vu partir ce TPG de triste mémoire. Prenons le pari que le petit contribuable non plus ne le regrettera pas. Mais c'est bien plus que le départ d'un TPG qu'il faut obtenir. Il faudra bien en particulier mettre fin au racisme au grand jour qui se manifeste dans cette administration. Racisme qui n'est qu'une illustration de ce racisme officiel qui sévit en Guadeloupe, et qui fait que sur 22 percepteurs de Guadeloupe, il s'en trouve 20 blancs et seulement 2 noirs. Racisme qui fait que la grande majorité des inspecteurs sont également blancs. Racisme aussi qui crève les yeux quand par exemple au plus haut niveau de cette administration l'on recommande aux responsables blancs qui arrivent de ne pas fréquenter les agents noirs et que l'on fait ouvrir d'office un compte à la paierie générale du Trésor de Paris à tout fon ctionnaire blanc muté en Guadeloupe. C'est donc bien à tout cela qu'il faut mettre un terme.

Jean Ignac

QUAND LES PATRONS VEULENT TIRER PROFIT DE LA LOI SUR LES 39 H

La loi prise par ordonnance concernant l'application des 39 heures par semaine, doit prendre effet

Dans de nombreux cas, les patrons vont essayer d'appliquer cette loi en la rendant favorable pour

C'est ainsi qu'à la SOFROI-MULTICASH en Guadeloupe, André Rimbaud, un gros capitaliste béké a déclaré aux travailleurs qu'à partir du mois de février leur salaire serait calculé sur 169 heures au lieu de 174. Pour ce patron, la loi sur les 39 heures se traduirait alors par une récupération de salaire de 5 heures par mois par employé. Pour la SOFROI, qui compte près de 90 employés, cette petite opération reviendrait à faire rentrer dans la poche de Rimbaud, la valeur de 450 heures par mois.

SOFROI, RIMBAUD DOIT APPLI-QUER LES 39 HEURES SANS DIMI-NUTION DE SALAIRE ET AVEC **EMBAUCHE DE 2 PERSONNES AU** MOINS.

L'application des 39 heures a été décidée par le gouvernement.

Quand on sait que la loi sur les 40 heures de travail par semaine date de 1936, il n'y a pas pour le gouvernement de quoi pavoiser. Depuis 1936 tout va plus vite, les machines produisent plus et nous aussi, nous abattons bien plus de travail.

Alors ce n'est pas 39 heures que nous devrions travailler en 1982, mais encore bien moins. En tout cas, le patron doit appliquer les 39 heures réglementaires et sans diminution

Bien entendu, ce patron n'a nullement parlé d'embaucher des employés en plus pour compenser ces heures.

Voilà comment dans une société faite au profit des patrons, ceux-ci ont tous les moyens pour accomoder les lois à leurs profits. Cela, le gouver-nement français de gauche le sait très bien et il n'a rien fait pour que les travailleurs ne soient pas défavorisés financièrement par la loi sur la diminution du temps de travail.

Il reste aux travailleurs de la SOFROI, et ailleurs, à tout faire, à se battre, pour ne pas voir leur salaire mensuel diminuer. Il faudra aussi qu'ils exigent l'embauche de nouveaux employés pour que cette diminution d'une heure n'entraine pas pour eux une augmentation des cadences.

de salaire.

Mais pour que cette diminution du temps de travail n'entraîne pas une augmentation des cadences, il faut que le patron engage des personnes pour compenser les heures. Nous sommes près de 80 à la Sofroi, avec une heure en moins pour chacun, cela fait 80 heures de libérées. Il faut embaucher deux per-

SOFROI: RIMBAUD PEUT AUGMEN-TER NOS SALAIRES POUR 1982.

Lors d'une dernière réunion, les délégués nous ont dit que le patron André Rimbaud refusait de nous donner une augmentation de salaire en ce début d'année.

D'après ce patron qui se croit peut-être très malin, il veut déduire la 40e heure de nos salaires, et sur ce nouveau salaire diminué de 4 à 5 heures par mois, il veut appliquer une augmentation de 13 %. Le résultat c'est que nous toucherons moins en février 1982 qu'en janvier 82.

De cela, il n'est pas question, tout au long de l'année, nous avons vu les étiquettes valser, à la Sofroi même. Tout augmente, le gaz, l'essence, les loyers..

Et Rimbaud voudrait nous faire croire qu'il ne peut même pas discuter d'une augmentation de salaire.

En tout cas, lors de la réunion nous étions bien convaincus qu'il nous faudrait mettre fin à cette plaisanterie.

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE — ABYMES

LES 39 HEURES, OUI, MAIS **EMBAUCHE DE 41 AGENTS!**

Le premier février, la loi sur les 39 heures sera appliquée.

Mais jusqu'à présent, la direction ne parle pas d'embauche.

Or, un calcul rapide nous a fait voir que l'application des 39 heures correspondrait à la création de 41 postes.

EXIGER LES 35 HEURES, CELA VAUT LE COUP!

Nous sommes nombreux à discuter des 35

ENTREPRISES

heures. En effet, cela nous laisserait plus de temps pour vivre..., cela permettrait à beaucoup de chômeurs de travailler.

En effet, avec les 35 heures :

- ceux des bureaux feront un après-midi en

- au lieu de faire deux nuits consécutives, nous pourrions n'en faire qu'une seule

- et puis, 229 chômeurs environ pourraient être embauchés.

Oui, les 35 heures, quoiqu'en disent certains parmi nous mêmes, ce serait quand même plus intéressant... Et il faudrait les imposer par la lutte.

dans le fuel. Pour nettoyer les pièces des

moteurs, nous devons les laver dans un bac

rempli de fuel. Nous sommes obligés d'y met-

tre la main parce que les gants qui nous ont

été donnés sont de mauvaise qualité. Avec

eux nous ne pouvons pas bien tenir les pièces.

que le fuel nous arrive au-dessus de l'avant-

bras dans la cuve.

EDF - MARTINIQUE

notre santé!

FORTS.

des Carrières.

De plus ils nous arrivent aux poignets alors

Décidément le fuel de l'EDF empoisonne

non seulement la faune marine mais aussi

PK: ILS NE SONT VRAIMENT PAS

Une réunion a eu lieu avec la direction sur

Celle-ci s'est engagée en tout et pour tout à

Les ingénieurs représentant la direction

On se demande alors pourquoi ils réclament

demander à la direction régionale la venue

d'une mission pour étudier les possibilités

disent que techniquement on ne peut pas

la venue d'une mission ici? Serait-ce pour

LA DIRECTION NOUS PREND-ELLE

d'amélioration des conditions de travail.

améliorer les conditions de travail.

constater leur incompétence ?

les conditions de travail à l'usine de Pointe

ECHOS DES

CENTRE HOSPITALIER DE POINTE-A-PITRE — ABYMES MAHABIR PARSHAD EST PARTI

Ainsi, Mahabir Parshad, directeur technique est parti en France...

D'après ce que lui-même, guadeloupéen, disait: « Il ne comprenait pas les Guadeloupéens »...

En tout cas, ceux qui ont eu affaire à lui notamment, les ouvriers et les ASI n'ont pas cherché à le comprendre. Tout ce qu'ils ont retenu de lui, c'est qu'il était particulièrement méprisant avec eux. Ils ne le regrettent pas.

Alors bon voyage Mr Mahabir!

CENTRE HOSPITALIER DE FORT DE FRANCE. **HOSPICE: DE L'ANIMATION TOUS** LES JOURS.

Du 19 au 31 décembre 81, il y a eu de l'animation culturelle pour les pensionnaires de l'hospice. C'est très bien que cette période de Noël soit également fêtée pour les personnes âgées.

Mais ce qui serait encore mieux, ce serait qu'elles puissent bénéficier d'une animation même réduite, durant toute l'année et non pendant les quinze derniers jours de l'année.

Il faudrait embaucher du personnel et mettre des locaux à sa disposition pour qu'il puisse animer des ateliers d'artisanat ou autres, mettre bibliothèque et discothèque sur

Ce serait le minimum à faire pour adoucir la fin d'une vie de labeur, mais il faut croire que c'est encore trop pour cette société où le travailleur, quand il n'est plus rentable et qu'il ne peut plus être exploité est tout simplement mis au rebut, en marge de la société.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE. MATERNITE: SANS TITRE

Le directeur chargé du personnel dit toujours qu'il est à la disposition du personnel.

Il devrait réviser sa phrase ou son comportement, car des collègues sage-femmes lui ont demandé un entretien concernant un problème qu'elles veulent résoudre, il a refusé de les recevoir en demandant à quel titre ?

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE. CA CHAUFFE PAS A LA CUISINE

Voilà un mois que de nouveaux feux ont été installés à la cuisine de Civil. Et pourtant, il faut attendre 3 h pour avoir

de l'eau bouillante. La société ayant fait l'installation, est déjà

venue et on a fait le constat.

Il n'empêche que rien n'a été modifié. Puisqu'elle est incompétente, qu'attend la direction pour contacter une autre? Ce n'est pourtant pas sorcier.

SECURITE SOCIALE (MARTINIQUE) LE MATERIEL, UN SERVICE ORIGI-NAL

Eh bien oui, si on peut identifier un chef par la présence à ses côtés d'un adjoint, on peut donc dire que désormais, le service du Matériel compte deux responsables.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il y a moins de problèmes, bien au contraire. Car si de plus en plus, ce service tend à devenir une armée de généraux sans troupes, les problèmes sont légion. Récemment deux manutentionnaires ont été licenciés, et bien qu'à l'organigramme on en compte cinq, il n'y a qu'un seul en réalité. Chez les chauffeurs quand il y en a un qui manque, c'est celui d'à côté qui fera le travail de deux. Quant au magasin, les livraisons sont constamment remises pour cause d'indisponibilité de la fourgonnette.

Comme on le voit les problèmes ne manquent pas au service du matériel, mais les responsables non plus. Alors il faut croire qu'ils ne sont pas au bout de leurs peines, et que ce n'est pas demain la veille qu'ils trouveront des solutions.

METALLURGIE (MARTINIQUE)

DELATTRE-LEVIVIER ARC-EN-CIEL PATRONAL

Le patron a mis des couleurs et des signes devant les noms des ouvriers, en les classant selon ses propres estimations : Rouge: très bon

Rose : bon Un triangle: moins bon Vert : moyen Orange: passable

Jaune : mauvais Rein en voit de toutes les couleurs avec

nous, surtout depuis la grève.

METALLURGIE (MARTINIQUE) LA GREVE « FERMETURES ANTIL-LAISES »

La grève de « Fermetures Antillaises » où les ouvriers réclamaient l'application de la convention collective et le 13e mois, a duré 22 jours, du 23 décembre au 13 janvier.

Les ouvriers ont tenu tête au directeur de cette entreprise qui n'est autre que le béké Roy-Lareinty.

Il faut savoir que l'ouvrier le plus qualifié, celui qui fait fonction de chef, est payé environ 4000 F par mois et que le manoeuvre touche à peu près le SMIC. Pour cette raison ils ont demandé l'application de la convention collective de la métallurgie de la Martinique.

Pour le 13° mois, ils ont obtenu 60 % de prime cette année, ils auront 80 % en 82 et 100 % en 83.

Une raison de plus pour dire que seule la lutte paie.

COMMERCE-GUADELOUPE NOUVELLES GALERIES: JUANDON GROSSIER MENTEUR PRIS SUR LE FAIT!

Nous avions appris par une circulaire que ceux qui ne viendraient pas travailler toute la journée du 31 décembre seraient licenciés.

Les caissières sont donc montées chez Juandon pour exiger des explications. Devant cette démarche; Juandon a vite

reculé et a fait lâchement retomber la faute sur sa secrétaire qui, dit-il aurait tapé la note sans avoir son feu vert.

Comment se fait-il alors que cette lettre était signée de sa main ?

EDF GUADELOUPE UNE CENTRALE QUI SUE LE FUEL PAR TOUS LES TUYAUX

Au service de quart, nous avons eu l'occasion de trouver des traces de fuel dans les eaux des toilettes. L'EDF pollue non seulement la mer mais la centrale aussi.

Ce n'est pas à nous qu'elle fera croire que la fuite importante d'hydrocarbure qui a eu lieu la semaine dernière, entraînant la pollution des côtes, vient essentiellement d'un trop plein du barrage de protection.

Si nous recevons du fuel dans les eaux des toilettes, c'est que ce fuel fuit de partout. Les canalisations qui alimentent la centrale sont défectueuses; et les canalisations d'eau sont-elles vraiment étanches ? La centrale est une véritable éponge qui coule de partout.

EDF GUADELOUPE

Au service d'entretien, nous travaillons

NOTRE SANTE EN PREND UN COUP

POUR DES MACHINES? Au service d'entretien nous n'avons pas de palan pour soulever les petites pièces. Nous

sommes obligés de les soulever avec les mains. La direction ignore peut-être que les petites pièces peuvent être aussi lourdes que les grosses

Nous avons reçu un tract diffusé par le Syndii Eciairage que nous publions dessous:

SYNDICAT DE L'ECLAIRAGE SECTION DE POINTE DES CARRIE-

Depuis des années nous subissons une situation inhumaine à P.K. Ces conditions de travail sont inadmissibles. Nous résumons cidessous une des raisons de notre colère ! LES MEFAITS DU BRUIT SUR L'ORGA-NISME

Baisse de l'audition sur les sujets soumis à des ambiances sonores trop élevées. Cette diminution de perception n'est pas dévoilée immédiatement. Elle apparait parfois après certains troubles: bourdonnements, tintements, manque de sommeil, asthénie, dégoût de la nourriture ou de la vie familiale.

Perte de l'équilibre, difficulté de coordination des mouvements, d'ou cause d'acci-

Troubles digestifs, modification des mouvements, péristaltiques de l'estomac ou

bruit perturbe les réactions visuelles, les rend

Modification du sens chromatique. Le

irrégulières. Il provoque des erreurs de la comvision et modifie le sens du relief.

Le système nerveux est sans doute le plus touché, le plus ébranlé par les agressions sonores. Quand les bruits font obstacle au repos, ils peuvent engendrer des troubles nerveux allant jusqu'à la folie. Dans les asiles psychiatriques, un malade sur 5 est victime du bruit.

EFFETS DES DECIBELS

Au-dessus de 60 dB, perturbations dans le fonctionnement des organes vitaux,

Au-dessus de 80 dB, l'ouïe peut être

- Au-dessus de 90 dB, traumatismes auditifs certains,

Au-dessus de 110 dB, lésions irréversi-

bles dans l'oreille, - Au-dessus de 140 dB, rupture du tympan.

On ne doit pas supporter l'insupportable. Quand on a mal, il faut crier et rejeter les causes de la douleur

NOUS SOMMES DES HOMMES ET NON DES MACHINES!

Nous saurons le faire entendre à qui de droit.

Le 11.1.82

SUITE DE

L'EDITORIAL

listes. Parce que c'est un gouvernement qui continue à diriger par l'intermédiaire de cadres blancs et de hauts fonctionnaires blancs sous les aspects de la vie économique, politique et sociale ici!

La gauche, socialiste, communiste ou progressiste cache ce fait. Ils jouent le rôle de béquille du nouveau pouvoir.

Ce n'est pas sur eux que devraient compter les Noirs pauvres et le peuple en général pour que la situation de misère et de soumissions forcée qui règne ici prenne fin. C'est de leur lutte que viendra le changement, non de l'aplatissement de quelques dizaines de politiciens professionnels devant le pouvoir en place.

GUADELOUPE CREATION D'UN « MOUVEMENT D'UNIFICATION DES FORCES

DE LIBERATION NATIONALE »

Après le numéro de décembre de JAKATA, après une conférence de presse tenue au mois de janvier, c'est dans une interview sur Radio Caraïbe que l'on apprenait la création d'un Mouvement pour l'unification des Forces de libération nationale de Guadeloupe.

Ce mouvement se donne pour but, si l'oñ en croit le journal JAKATA, d'être « l'instrument qui nous permettra de passer à l'offensive contre le colonialisme français »

Mais selon Jakata, le « Mouvement d'unification n'est pas encore le Front de Libération Nationale, les conditions n'étant pas encore mûres pour la création de ce front ».(...)

« Sa première tâche consistera à travailler à l'unité de notre peuple : unité idéologique, et culturelle, unité politique (...) Le mouvement devra travailler sans relâche à unir ouvriers, paysans, petits paysans, petits bourgeois, travailleurs manuels et intellectuels sur les plans culturel et politique et sur une base nationale. »

Que dire de la création de ce nouveau mouvement pour l'unification? Il s'agit en fait de l'officialisation ou du baptème sous un grand nom de quelque chose qui existait déjà. En effet, ce Mouvement est composé de toutes les organisations qui s'appelaient ellesmêmes déjà le « camp patriotique ». En fait toutes les organisations qui y sont des filiales syndicales ou organisations de jeunes de l'UPLG, mise à part l'organisation d'ensei-

gnants, le SIPAG, qui est entrée dans ce mouvement sans même que ses adhérents en aient été avertis d'ailleurs.

Donc rien de plus que ce qui existait déjà. Mais en débaptisant l'UPLG et en regroupant officiellement toutes les organisations syndicales UTA, UGTG, UPG, UNEEG, etc.. dans un mouvement visant l'indépendance, ses fondateurs proclament leur volonté de « passer à l'offensive » contre le colonialisme, mais aussi celle de fondre les travailleurs dans un Front dirigé par la petite bourgeoisie guadeloupéenne, ce qui est la continuité de la politique de l'UPLG.

Par son programme et ses objectifs, mais aussi par sa direction, l'UPLG et donc le nouveau Mouvement d'unification, représentent les intérêts des sommets de la petite bourgeoisie des villes: professions libérales, (médecins, avocats), entrepreneurs, artisans aisés, commerçants, etc. Ceux-ci expriment leurs intérêts par la bouche d'intellectuels, d'universitaires, d'enseignants, d'étudiants, qui socialement et moralement ont une conception de la société qui n'est pas celle de la classe ouvrière.

Notre pays comme tous les autres dans le monde comprend des classes différentes ayant des intérêts différents. Les ouvriers et employés n'ont pas les mêmes intérêts que les possédants ou les petits-bourgeois aisés.

UN AUTRE NOM POUR L'UPLG!

Nombre de Guadeloupéens qui réclament aujourd'hui l'indépendance et se trouvent au sein ou à la tête de l'UPLG (ou du Mouvement d'Unification) sont des possédants de biens importants et souvent des patrons employant de nombreux travailleurs. Ou bien ils ont des postes de direction dans des situations ou des fonctions d'autorité qui les placent au-dessus des travailleurs.

Leur façon de concevoir l'avenir de notre pays c'est que la direction du pays leur soit confiée à eux. Mais ils n'envisagent à aucun moment la possibilité que les travailleurs et tous les pauvres s'organisent pour réclamer, eux, de prendre en main la direction de la société.

Lorsque se déclenchera la lutte pour mettre fin aux inégalités sociales et à la domination coloniale, il n'y a pas de doute que ce sont les ouvriers, les employés, les paysans pauvres, et les jeunes chômeurs qui fourniront les combattants par millier et plus qu'aucune autre classe. Tout comme aujourd'hui les travailleurs luttent pied à pied pour obliger les exploiteurs à céder un minimum qui leur permette de vivre plus ou moins correctement.

L'aspiration nationale de la petite bourgeoisie aisée, si elle se traduit par une lutte contre le pouvoir colonial, devra rencontrer la sympathie et le soutien des travailleurs. Mais ceuxci pour faire triompher leurs propres aspirations ont leurs propres luttes à mener. Le Mouvement d'unification c'est celui de la classe aisée de Guadeloupe (si on met à part la bourgeoisie du négoce et les grands propriétaires békés). L'unification de la petite bourgeoisie aisée c'est l'affaire de cette classe. Mais l'unification de toute la population derrière elle ne peut être acceptée ou tolérée par les travailleurs.

Si cela se réalisait, cela constituerait pour les travailleurs un danger mortel. Cela voudrait dire pour l'avenir accepter de vivre dans un pays manquant de liberté au même titre qu'aujourd'hui Haïti ou certaines autres dictatures de par le monde.

Cela signifierait aussi l'interdiction pour les travailleurs de s'organiser indépendamment du pouvoir et d'avoir le droit de grève, d'association ou d'expression.

La petite bourgeoisie aisée au pouvoir constituera un obstacle majeur à toute vie démocratique dans le pays. Sans pour autant qu'elle ait à offrir une perspective économique autre que de vivre pauvrement dans un pays isolé.

Il faut évidemment rejeter catégoriquement une telle perspective et proposer une toute autre voie à la population.

Et cela c'est possible.

Les travailleurs ont leurs propres objectifs et leurs propres perspectives politiques. Pour les travailleurs il s'agit de lutter pour l'abolition totale de l'exploitation capitaliste et en le faisant, il s'agit d'abolir en même temps l'oppression nationale et coloniale.

Les méfaits du colonialisme, la situation de

racisme officiel, la crise permanente où se débat l'économie des Antilles conduisent plus de gens à rejeter le système en place. Ils souhaitent de plus en plus que les affai-

res de la Guadeloupe soient prises en main par les Guadeloupéens eux-mêmes. C'est légitime et cela se fera.

Mais, c'est la majorité du peuple guadeloupéen (ouvriers-paysans pauvres-chômeurs) qui doit prendre en main le pays et non une minorité petite bourgeoise de médecins, d'avocats ou de capitalistes noirs.

La majorité du peuple, c'est les travailleurs ! Pour être apte à jouer son rôle politique et défendre son droit à diriger le pays contre toute minorité qui voudrait le lui imposer, même au nom de la patrie, elle doit apprendre à faire sa propre politique et se donner ses propres organisations.

SAINTE LUCIE, ILE MORTE : VERS LA MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE CLIQUE AU POUVOIR

Voilà une semaine, l'île de Sainte Lucie était paralysée par une grève générale durant plus de 48 h.

Les travailleurs du commerce, de l'aéroport, des banques avaient quitté leur poste. Les patrons de leur côté avaient baissé les rideaux.

Il s'agissait d'obliger le premier ministre Winston Cenac à démissionner. Il lui était reproché de cautionner des pratiques louches telles des cas de corruption de fonctionnaires et par ailleurs d'être incapable de régler les affaires du pays.

Après plusieurs jours de grève, Winston Cenac a dû effectivement démissionner. Un gouvernement d'Union Nationale a été mis en place pour préparer les élections de juillet prochain. Ce gouvernement est composé d'un premier ministre membre du Progressive Labour Party, parti de Georges Odlum, de quatre membres du Sainte-Lucia Labour Party de Allan Louisy ancien premier ministre, et trois de l'United Worker's Party de John Compton.

La solution des problèmes qui existent à Sainte Lucie a donc été reportée. En effet, les journées de grève qui ont été suivies par une grande partie de la population, n'ont pu que la débarrasser d'un homme qui s'avérait non seulement incapable mais qui, de plus, se trouvait compromis.

Mais dans cette affaire, les raisons du mécontentement des patrons et celui des travailleurs sont bien assurément différentes.

Les patrons, les plus riches de ce pays préfèrent sûrement se débarrasser d'un des leurs déjà trop compromis pour donner la place à une nouvelle équipe qui ne sera peut-être pas plus capable mais qui pendant un certain temps au moins se gardera peut-être de tremper dans des affaires louches.

Pour eux, ces « journées île morte » s'inscrivent dans le cadre de la lutte pour le pouvoir que mènent trois cliques d'hommes politiGrenade o

Guadeloupe

Guadeloupe

Martinique

SteLucie

St Vincent o

Grenade o

Tobago

ques, celle de John Compton qui était au pouvoir au moment de l'indépendance, celle de Allan Louisy premier ministre après Compton, et celle de Georges Odlum qui aspire à prendre les affaires de l'état en main.

Pour les travailleurs, les pauvres de ce pays, le changement ne peut s'arrêter à un simple changement d'étiquettes. Il s'agirait plutôt de mettre fin à l'injustice dont ils sont victimes eux à qui les dirigeants font toujours appel pour se serrer la ceinture pour permettre le « décollage » de ce petit pays.

Mais les travailleurs, les pauvres qui sont la majorité de la population de Sainte Lucie, n'ont pas pour l'instant leurs propres représentants qui défendraient leurs intérêts. Alors lorsqu'ils sont en colère, leur mobilisation est exploitée par l'une ou l'autre des cliques contre ces ripoles.

Marianne Tibus

NON AUX INTIMIDATIONS A L'ENCONTRE DES TRAVAILLEURS DOMINICAINS!

Mardi 19, une travailleuse dominicaine responsable du comité de défense des dominicains était convoquée aux « renseignements généraux » à Pointe à Pitre pour enquête.

En fait il s'agissait d'une nouvelle mesure d'intimidation contre les responsables de ce comité créé le 4 décembre 1981.

Le comité se donnait pour but d'intervenir pour faire respecter les mesures prises par le gouvernement à propos des travailleurs immigrés.

Il n'en fallut pas plus pour que plusieurs visites de gendarmes soient faites à Marcelle Renault, une des responsables.

Mais mardi 19, les inspecteurs des services

de renseignements généraux furent bien surpris de voir que cette dernière n'était pas seule mais accompagnée de journalistes et de responsables politiques notamment, *Combat Ouvrier*, et GTA. Par ailleurs, un communiqué du GTA (Groupe trotskyste antillais) était publié le matin même dénonçant les mesures d'intimidation à l'encontre des travailleurs immigrés dominicains.

Mais si on ne peut parler vraiment de répression, ces visites de gendarmes et les convocations dans les services de police n'en constituent pas moins un premier pas vers une répression plus dure. Le pouvoir colonial qui n'admet que contraint et forcé que les travailleurs noirs guadeloupéens et martiniquais s'organisent, l'admettra encore moins des dominicains...

A moins que l'opinion publique, que les syndicats, les organisations démocratiques des droits de l'homme, les partis politiques, les personnalités politiques de gauche n'y mettent un frein immédiat en étouffant dans l'oeuf toute forme d'intimidation si mince soit-elle à l'encontre des travailleurs dominicains. Quant aux travailleurs, ils se doivent de soutenir leurs frères dominicains dans la lutte qu'ils mènent pour s'organiser ici, ils se doivent de dénoncer toute forme de répression à leur encontre.

COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance:
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97-110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386

B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728